



Poulin Retout & Associés

160 rue Montmartre

75002 PARIS

Tel. 01 55 80 70 20

FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE

Siège social : 55 rue Raspail 92300 LEVALLOIS-PERRET

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Inscrite au tableau de l'Ordre de la région Paris Ile-de-France et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

SARL au capital de 516 000 Euros - RCS Paris 454 008 996 - Code APE 6920Z – FR45454008996

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres du Conseil d'Administration de la FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Règles et Méthodes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques du rapport financier et des autres documents adressés aux membres du Conseil d'Administration de la FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financières et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 3 juin 2026

Le Commissaire aux comptes
POULIN RETOUT & ASSOCIES



Hubert POULIN
Associé - Commissaire aux comptes

BILAN

FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE
BILAN ACTIF

page 2

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

ACTIF		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)			
		Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Frais d'établissement	(I)						
ACTIF IMMOBILISE							
Immobilisations incorporelles							
. Frais de développement		112 812	112 812				
. Donations temporaires d'usufruit							
. Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		66 630	21 423	45 207	0,57	58 215	0,71
. Immobilisations incorpor. en cours, avances et acomptes							
Immobilisations corporelles							
. Terrains		2 803 960		2 803 960	35,55	2 803 960	34,24
. Constructions		1 658 665	295 570	1 363 095	17,28	1 568 460	19,15
. Installations techniques, matériel & outillage industriels		254 625	170 163	84 462	1,07	77 830	0,95
. Immobilisations corpor. en cours, avances et acomptes							
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés							
Immobilisations financières							
. Participations							
. Créances rattachées à des participations							
. Autres titres immobilisés							
. Prêts		76 091		76 091	0,96	76 091	0,93
. Autres immobilisations financières		27 487		27 487	0,35	27 487	0,34
TOTAL (II)		5 000 271	599 968	4 400 303	55,79	4 612 043	56,32
ACTIF CIRCULANT							
Stocks et en-cours							
Créances							
. Créances clients, usagers et comptes rattachés		1 010 859		1 010 859	12,82	680 052	8,30
. Créances reçues par legs ou donations							
. Autres créances		1 998 276		1 998 276	25,34	1 817 526	22,19
Charges constatées d'avance		49 144		49 144	0,62	81 050	0,99
Valeurs mobilières de placement							
Instruments financiers à terme et jetons détenus							
Disponibilités		428 499		428 499	5,43	998 840	12,20
TOTAL (III)		3 486 778		3 486 778	44,21	3 577 468	43,68
Frais d'émission des emprunts	(IV)						
Primes de remboursement des emprunts	(V)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif	(VI)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		8 487 049	599 968	7 887 081	100,00	8 189 511	100,00

FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE
BILAN PASSIF

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires	3 963 674	50,26	3 963 674	48,40
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles	637 267	8,08	637 267	7,78
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	1 459 570	18,51	1 679 755	20,51
Excédent ou déficit de l'exercice	-249 881	-3,16	-220 185	-2,68
Situation nette (sous total)	5 810 630	73,67	6 060 511	74,00
 Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées				
TOTAL (I)	5 810 630	73,67	6 060 511	74,00
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques	60 000	0,76	60 000	0,73
Provisions pour charges				
TOTAL (III)	60 000	0,76	60 000	0,73
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	56 620	0,72	131 908	1,61
Emprunts et dettes financières diverses	9	0,00	22	0,00
Instruments financiers à terme				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	111 789	1,42	162 667	1,99
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	274 181	3,48	282 197	3,45
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	383 095	4,86	284 248	3,47
Produits constatés d'avance	1 190 757	15,10	1 207 959	14,75
TOTAL (IV)	2 016 451	25,57	2 069 001	25,26
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	7 887 081	100,00	8 189 511	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RESULTAT

FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE

COMPTE DE RÉSULTAT

page 4

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations													
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		1 647 757		39,92		1 459 709		37,20		188 048		12,88	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		2 343 538		56,78		2 445 349		62,32		-101 811		-4,15	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat.et provisions													
Produits des cessions d'immobilisations incorpor. et corporelles		130 000		3,15						130 000		N/S	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		9		0,00		154		0,00		-145		-94,15	
Total des produits d'exploitation (I)		4 121 303		99,85		3 905 212		99,53		216 091		5,53	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		953 069		23,09		990 038		25,23		-36 969		-3,72	
Aides financières		130 000		3,15						130 000		N/S	
Impôts, taxes et versements assimilés		235 998		5,72		249 670		6,36		-13 672		-5,47	
Salaires et traitements		1 941 507		47,04		1 901 198		48,45		40 309		2,12	
Cotisations sociales		883 999		21,42		844 612		21,53		39 387		4,66	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		115 180		2,79		99 358		2,53		15 822		15,92	
Dotations aux provisions													
Valeurs comptables des immobilisations incorpor. et corporelles													
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		117 405		2,84		40 366		1,03		77 039		190,85	
Total des charges d'exploitation (II)		4 377 159		106,05		4 125 241		105,13		251 918			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-255 855		-6,19		-220 030		-5,60		-35 825		-16,27	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participation		4 318		0,10		9 905		0,25		-5 587		-56,40	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé													
Autres intérêts et produits assimilés		1 946		0,05		2 592		0,07		-646		-24,91	
Reprises sur dépréciations et provisions													
Différences positives de change													
Produits des immobilisations financières cédées													
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie													
Total des produits financiers (III)		6 264		0,15		12 497		0,32		-6 233		-49,87	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées		290		0,01		477		0,01		-187		-39,19	
Différences négatives de change						318		0,01		-318		-100,00	
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées													

FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie						
Total des charges financières (IV)	290	0,01	795	0,02	-505	-63,51
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	5 974	0,14	11 702	0,30	-5 728	-48,94
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-249 881	-6,04	-208 328	-5,30	-41 553	-19,94
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Total des produits exceptionnels (V)			6 055	0,15	-6 055	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Total des charges exceptionnelles (VI)			17 912	0,46	-17 912	-100,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			-11 857	-0,29	11 857	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	4 127 568	100,00	3 923 763	100,00	203 805	5,19
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	4 377 448	106,05	4 143 949	105,61	233 499	5,63
EXCEDENT OU DEFICIT	-249 881	-6,04	-220 185	-5,60	-29 696	-13,48
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

ANNEXE

Préambule

L'annexe porte sur les comptes de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) clos le 31/12/2025.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Le total bilan de l'exercice clos le 31/12/2025 est de 7 887 081,10 E, le compte de résultat de l'exercice dégage un résultat déficitaire de -249 880,68 E, présenté sous forme de liste.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

La Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) est le principal centre d'expertise français sur les questions de sécurité internationale et de défense.

RESCRIT FISCAL :

Par courrier du 19 mai 2009, la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) a souhaité connaître son régime fiscal au regard des impôts commerciaux. Dans une correspondance en date du 18 mars 2011, l'administration fiscale a fait connaître sa décision .

En matière d'impôt sur les sociétés (IS) :

Au terme du 11° du 1 de l'article 207 du Code Général des Impôts (CGI), les fondations reconnues d'utilité publique du secteur de la recherche sont exonérées d'IS au titre des revenus tirés des activités conduites dans le cadre des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche définies aux articles L 123-3 du code de l'éducation et L 112-1 du code de la recherche. L'analyse des activités de la FRS par l'Administration fiscale conduit à exonérer les revenus de la FRS provenant des études et recherches effectuées pour ses partenaires publics et privés, c'est à dire la quasi-totalité des revenus de la FRS. Seuls demeurent exclus les produits tirés de la location d'un immeuble au CNRS, étant précisé que ces produits bénéficient de l'exonération prévue par l'article 206-5 du CGI.

En matière de taxe professionnelle (TP) et de contribution économique territoriale (CET) :

L'administration fiscale précise que la FRS entre dans le champ d'application de la TP et à compter de 2010, de la CET au titre de ses seules activités lucratives dès lors que, s'agissant d'une fondation reconnue d'utilité publique, elle ne remplit pas l'ensemble des conditions fixées au 1er alinéa de l'article 206 du CGI. La fondation est également redevable de la cotisation foncière des entreprises (CFE), et le cas échéant de la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE), au titre de son activité de locaux nus à usage professionnel dès lors qu'elle en retire des recettes brutes au moins égale à 100 000 euros au cours de la période de référence (article 1447 du CGI).

En matière de taxe sur les salaires :

La FRS est redevable de la taxe sur les salaires dans la mesure où elle n'est pas assujettie à la TVA sur au moins 90% de son chiffre d'affaires.

En matière de TVA :

Les subventions qui rémunèrent une activité non concurrentielle n'ont pas à être soumises à la TVA. En revanche, lorsque les circonstances de droit ou de fait permettent d'établir l'existence d'un engagement de fournir un bien ou un service déterminé ou de constater la réalisation d'un tel engagement par le bénéficiaire de la subvention, les sommes versées à ce titre sont assujetties à la TVA. Une subvention qui s'analyse comme un complément de prix des opérations du prix des opérations réalisées est aussi assujettie à la TVA. L'administration fiscale précise que les subventions allouées par le Ministère des Affaires Etrangères ne sont pas assujetties à la TVA. Les prestations de services rendues à des tiers par la FRS sont assujetties à la TVA.

Date d'application du régime fiscal :

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

L'Administration fiscale admet que l'assujettissement aux impôts commerciaux selon les principes énoncées ci-avant, à l'exception de la TP et de la CET, ne prennent effet qu'à compter du 1er Janvier 2011.

A cet effet, l'Administration fiscale invite la FRS à régulariser sa situation au regard de la TP et de la CET pour les années 2008 à 2010.

La FRS a envoyé à l'administration fiscale des déclarations de TP pour les exercices 2008 et 2009 et a communiqué à l'Administration fiscale les bases pour le calcul de la CET 2010.

A la date d'établissement des comptes annuels, seul un avis d'imposition de la CET a été émis par l'Administration fiscale au titre de l'exercice 2011.

REGLES DE RATTACHEMENT DES PRODUITS :

Les produits de prestations de services sont comptabilisés en fonction de l'état de réalisation des prestations à la date de l'arrêt des comptes.

En ce qui concerne les contrats et subventions s'étalant sur plusieurs exercices, les produits sont comptabilisés selon l'avancement des travaux prévus dans la convention.

CESSION IMMEUBLE :

La FRS a acquis en date du 27 Décembre 2011, l'immeuble situé au 4 Bis Rue des Pâtures.

Le siège social est situé à cette adresse. En date du 10 Mai 2013, la société

BNP PARIBAS REAL ESTATE VALUATION FRANCE a été missionnée afin de déterminer, pour le compte de la FRS, la décomposition du prix de vente de l'immeuble.

Suite à cette expertise, la décomposition du prix de vente est la suivante :

- 71% du prix de vente correspond au terrain
- les 29% restant correspondent à la construction

A la date du 21/10/2021, cet immeuble a été cédé.

ACQUISITION IMMOBILIERE

La FRS a acquis en date du 22 Octobre 2021, l'immeuble situé au 55 rue Raspail à Levallois Perret .

Le siège social est situé à cette adresse.

La décomposition du prix de vente est la suivante :

- 25% du prix de vente correspond au terrain
- les 75% restant correspondent à la construction

Suite à l'étude réalisée par la BNP PARIBAS REAL ESTATE VALUATION FRANCE définissant la répartition par composants d'immeubles, la quote-part foncière du terrain a été revue impliquant une modification de la base amortissable.

En date du 9 octobre 2025, 12 places de parkings ont été vendues.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT :

Les frais de recherche et de développement concerne le fonds documentaire acquis le 01/01/1999 pour une valeur de 112 812.27 euros. Le fonds documentaire a été amorti sur une durée de 5 ans.

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

Celle ci est calculée sur l'ensemble de l'effectif présent au 31 Décembre 2025 en prenant comme hypothèse un départ à la retraite à 62 ans.

Modalités de calcul:

Nombre de mois de salaire introduit = 1

Pourcentage de permanence des salariés = 85%

Coefficient de charges cadres = 142%

Coefficient de charges ouvriers = 138%

Coefficient de charges employés = 140%

Pourcentage différentiel d'actualisation = 5.5%

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisation non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La société a souscrit un PGE pour un montant de 375 000€ en date du 10 septembre 2020 dont la première échéance de remboursement est datée d'octobre 2021.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec:

- les articles L123-12 à L123-28 du Code de Commerce
- Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31-12-2024 », entre les lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	179 442			179 442
Immobilisations corporelles	4 833 637	33 440	149 826	4 717 250
Immobilisations financières	103 578			103 578
TOTAL	5 116 657	33 440	149 826	5 000 270

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	112 812			112 812
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	8 415	13 008		21 423
TOTAL I	121 227	13 008		134 235
Terrains				
Constructions				
sur sol propres	155 248	45 201	19 826	180 624
sur sol d'autrui				
inst. gén., agencmt	84 783	30 163		114 946
Install. tech., matériel, outill. industriels	5 417			5 417
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	8 250	6 063		14 313
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	129 689	20 745		150 433
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	383 387	102 172	19 826	465 733
TOTAL GENERAL (I+II)	504 614	115 180	19 826	599 968

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	76 091		76 091
Autres créances	27 487		27 487
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	1 010 859	1 010 859	
Autres créances	1 966 299	1 966 299	
Charges constatées d'avance	49 144	49 144	
TOTAL	3 129 880	3 026 302	103 578

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	655 162
Subventions / financements	1 827 000
Autres produits à recevoir	2 744
TOTAL	2 484 907

Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 963 674				3 963 674
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	637 267				637 267
Dont générosité du public					
Report à nouveau	1 679 755	-220 185			1 459 570
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-220 185				-249 881
Dont générosité du public					
Situation nette	6 060 511	-220 185			5 810 630
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	6 060 511	-220 185			5 810 630
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges	60 000			60 000
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	60 000			60 000
TOTAL GENERAL (I+II)	60 000			60 000
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	56 620	56 620		
Dettes financières diverses	9	9		
Fournisseurs	111 789	111 789		
Dettes fiscales & sociales	274 181	274 181		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	60 974	60 974		
Produits constatés d'avance	1 190 757	1 190 757		
TOTAL	1 694 330	1 694 330		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	9
Fournisseurs	34 834
Dettes fiscales & sociales	1 417
Autres dettes	60 974
TOTAL	97 235

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés

Les comptes de produits relatif aux subventions s'élèvent à 2 343 538.27 euros.

Ces comptes prennent en compte les subventions reçues effectives sur l'année 2025, celles à recevoir à la clôture 31/12/25.

Nom du subventionneur	Montant notifié N
DGA	1 200 000
Union Européenne	584 535
Divers	240 403
SGDSN	135 600
Premier ministre	89 000
MEAE	69 000
DGRIS	25 000
Ministère de l'intérieur	
Total	2 343 538

6 - Autres informations

6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties

6.1.1 - Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Les autres engagements financiers donnés au titre de l'exercice clos au 31/12/25 s'élèvent à 500 240 euros.

6.2 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 759 998 E.

Celle ci est calculée sur l'ensemble de l'effectif présent au 31 Décembre 2025 en prenant comme hypothèse un départ à la retraite à 62 ans.

Modalités de calcul:

Nombre de mois de salaire introduit = 1

Pourcentage de permanence des salariés = 85%

Coefficient de charges cadres = 142%

Coefficient de charges ouvriers = 138%

Coefficient de charges employés = 140%

Pourcentage différentiel d'actualisation = 5.5%

6.3 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	34	
Non Cadres		
TOTAL	34	0